

Lettre ouverte à la Secrétaire d'Etat au Développement

MAIS SI, MADAME GIRARDIN, LA SOUS-NUTRITION

EST UNE AFFAIRE DE SANTE !

La France doit-elle faire de la lutte contre la sous-nutrition une priorité de sa politique en matière de développement et de santé ? A cette question, Madame la Secrétaire d'Etat, vous avez répondu non il y a quelques jours, lors des discussions sur la prochaine Loi sur le développement et la solidarité internationale¹, qui sera votée dans quelques jours. Motif invoqué : la sous-nutrition n'est pas une maladie.

Pourtant, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) l'identifie comme une maladie dans sa classification internationale des pathologies.² En ce moment même, des discussions sont en cours dans le cadre de l'Assemblée Mondiale de la Santé sur la nécessité d'accélérer les progrès en matière de lutte contre la sous-nutrition. Car, l'OMS le rappelle, ce fléau sanitaire est à l'origine de près de la moitié des décès d'enfant de moins de cinq ans dans le monde³. N'est-ce pas suffisant pour que la France en fasse une priorité en matière de santé ?

Pour les spécialistes de la santé et de l'aide humanitaire que nous sommes, ce positionnement est particulièrement inquiétant. C'est un véritable retour en arrière. Il y a un an, presque jour pour jour, la France s'engageait lors d'une conférence internationale à Paris⁴ à redoubler d'efforts pour soigner la sous-nutrition (ou « malnutrition »). « *La malnutrition aigüe sévère est une maladie*, déclarait votre prédécesseur Pascal Canfin. *Elle doit donc être prise en charge par les systèmes de santé. Les traitements existent et sont peu coûteux. Nous ne pouvons pas nous résigner.* »

La sous-nutrition ne se soigne pas par le simple retour à une alimentation suffisante : les stades avancés de sous-nutrition nécessitent une prise en charge médicale, selon un protocole précis, par un personnel formé. Or, aujourd'hui, seuls 10% des enfants atteints de la forme la plus grave de sous-nutrition ont accès au traitement⁵. La sous-nutrition, lorsqu'elle ne provoque pas directement la mort, aggrave la sévérité d'autres pathologies combattues par les politiques de santé soutenues par la France. Globalement, les enfants sévèrement malnutris meurent 9 fois plus fréquemment que les enfants bien portants.⁶

Pour toutes ces raisons, nous, organisations spécialisées de la santé et l'humanitaire, souhaitons rappeler au gouvernement comme à l'ensemble des acteurs français du développement qu'une politique de santé qui fait l'impasse sur la sous-nutrition ne peut être pleinement efficace. La détection et la prise en charge de la sous-nutrition doivent faire partie des mesures de santé de base à destination des jeunes enfants, comme c'est le cas en France.

¹ Ce texte fixe pour la première fois de l'histoire de la République les grandes orientations de la France en matière d'aide au développement

² <http://apps.who.int/classifications/icd10/browse/2008/fr#/E40-E46>). Chapitre IV : endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques»

³ OMS Aide-mémoire N°178 ; Septembre 2013

⁴ Conférence Internationale sur la malnutrition infantile, mai 2013

⁵ P.13, *Global SAM Management Update: Summary of Findings, UNICEF, 2013*

⁶ www.who.int/elena/titles/bbc/hiv_sam/en/

C'est d'ailleurs pourquoi la convention pour un programme d'appui à la santé materno-infantile, qui doit être signée entre l'AFD et un consortium d'ONG lors de votre visite prochaine à Madagascar, accorde une place centrale à la nutrition.

Madame la Secrétaire d'Etat, il ne s'agit pas ici de débattre sur des définitions médicales mais de trancher sur une question fondamentale : souhaitons-nous que l'aide française au développement permette de réduire véritablement la mortalité infantile ?

Signataires dans le cadre de la campagne

GÉNÉRATI•N NUTRITION



Autre signataire :

